

# D É C I S I O N

QUÉBEC

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

D-2020-080	R-4034-2018	30 juin 2020
Phase 3		

## PRÉSENTS :

Marc Turgeon  
Lise Duquette  
Nicolas Roy  
Régisseurs

## Intragaz, société en commandite

Demanderesse

et

## Intervenants dont les noms apparaissent ci-après

Décision procédurale sur les sujets et sur le calendrier de  
la phase 3

*Demande d'autorisation de procéder à des investissements  
dans le but d'accroître la capacité du site d'emmagasinement  
de Pointe-du-Lac*



**Demanderesse :**

**Intragaz, société en commandite (Intragaz)  
représentée par M<sup>e</sup> Adina Georgescu.**

**Intervenants :**

**Énergir, s.e.c. (Énergir)  
représentée par M<sup>e</sup> Vincent Locas;**

**Stratégies énergétiques et Association québécoise de lutte contre la pollution  
atmosphérique (SÉ-AQLPA)  
représenté par M<sup>e</sup> Dominique Neuman.**

## 1. DEMANDE

[1] Le 22 mars 2018, Intragaz, société en commandite (Intragaz) dépose à la Régie de l'énergie (la Régie) une demande d'autorisation relative à un projet d'investissement (le Projet) visant à accroître la capacité du site d'emmagasinement de Pointe-du-Lac<sup>1</sup>. Cette demande est présentée en vertu des articles 31 (5) et 73 de la *Loi sur la Régie de l'énergie*<sup>2</sup> (la Loi).

[2] Intragaz indique son intention de demander, dans le cadre d'un dossier distinct, que le Tarif E-6 actuel soit déclaré provisoire à partir du mois de décembre 2019, afin de le modifier à compter de cette date lorsque les coûts réels du Projet seront connus en 2020.

[3] Dans sa décision D-2018-155<sup>3</sup> rendue le 31 octobre 2018, la Régie autorise Intragaz à réaliser le Projet et retient la méthode de l'établissement d'un cavalier tarifaire, qu'elle entendait examiner dans le cadre de la phase 2 du présent dossier.

[4] Le 9 janvier 2019, Intragaz dépose sa proposition de calendrier à la Régie et y indique, notamment, que les coûts réels du Projet seront connus en mars 2020. Ainsi, elle estime être en mesure de procéder au dépôt de la demande d'approbation d'un cavalier tarifaire et des pièces à son soutien au mois d'avril ou mai 2020<sup>4</sup>.

[5] Cependant, vu la nécessité pour Intragaz, en vertu de la *Loi sur les hydrocarbures*<sup>5</sup>, de soumettre le Projet à la Régie et d'obtenir une décision favorable de cette dernière (laquelle a été rendue le 6 juin 2019<sup>6</sup>), la Régie reporte le traitement du volet tarifaire dans le cadre de la phase 3 du présent dossier<sup>7</sup>.

---

<sup>1</sup> Pièce [B-0002](#).

<sup>2</sup> [RLRQ, c. R-6.01](#). La Régie, dans sa décision [D-2018-155](#), énonce que la demande en phase 1 d'Intragaz ne se qualifie pas sous l'article 73 de la Loi, mais plutôt en vertu de l'article 49, al. 1 (1<sup>o</sup>) de cette loi (voir les paragraphes 109 et 110 de cette décision).

<sup>3</sup> Décision [D-2018-155](#), p. 27 et 28, par. 118.

<sup>4</sup> Pièce [B-0042](#), p. 2.

<sup>5</sup> [RLRQ, c. H-4.2](#). Article 121 de la *Loi sur les hydrocarbures* entrée en vigueur le 20 septembre 2018.

<sup>6</sup> Décision [D-2019-066](#).

<sup>7</sup> Pièce [A-0022](#).

[6] Le 12 juin 2019, Intragaz dépose une demande interlocutoire afin de déclarer provisoire le Tarif E-6 actuel à compter de la date prévue de mise en service du Projet<sup>8</sup>.

[7] Le 25 juin 2019, le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec délivre à Intragaz l'autorisation requise à l'égard du projet de construction de pipeline, aux termes et conditions énoncés dans le cadre de cette autorisation. Le 29 juillet 2019, Intragaz dépose copie de cette autorisation<sup>9</sup>.

[8] Le 12 août 2019, par sa décision D-2019-099<sup>10</sup>, la Régie accueille la demande interlocutoire d'Intragaz et déclare le Tarif E-6 provisoire, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019, soit la date prévue de mise en service du Projet. Elle fixe également la date limite pour le dépôt de la demande d'approbation du cavalier tarifaire au 15 mai 2020.

[9] Le 6 mai 2020, Intragaz dépose à la Régie la demande relative à l'approbation du montant et de la date d'entrée en vigueur du cavalier tarifaire (la Demande)<sup>11</sup>. Dans ses conclusions recherchées, Intragaz demande, notamment, l'approbation du *Tarif E-6 amendé : Tarif d'emmagasinement de gaz naturel à Pointe-du-Lac*. Au soutien de la Demande, Intragaz dépose le montant réel des immobilisations, le calcul du revenu requis marginal basé sur le coût réel des immobilisations ainsi que le calcul du cavalier tarifaire. Elle y mentionne également l'échéancier de mise en service et la capacité de retrait qui a été installée<sup>12</sup>.

[10] Le 26 mai 2020, la Régie, par sa décision D-2020-059<sup>13</sup> reconnaît d'office le statut d'intervenant à Énergir et SÉ-AQLPA. Le 5 juin 2020, ces deux intervenants, conformément au calendrier procédural établi dans cette décision, confirment leur participation à la phase 3 du présent dossier et soumettent les renseignements exigés. Aucune autre demande d'intervention n'est soumise.

---

<sup>8</sup> Pièce [B-0075](#).

<sup>9</sup> Pièce [B-0078](#).

<sup>10</sup> Décision [D-2019-099](#).

<sup>11</sup> Pièce [B-0080](#).

<sup>12</sup> Pièces [B-0083](#) et [B-0084](#).

<sup>13</sup> Décision [D-2020-059](#).

[11] Le 10 juin 2020, Intragaz soumet ses commentaires sur l'intervention de SÉ-AQLPA. Le 11 juin 2020, l'intervenant réplique aux commentaires d'Intragaz.

[12] Dans la présente décision, la Régie se prononce sur les sujets soulevés par les intervenants, détermine le traitement procédural ainsi que l'échéancier de la phase 3 du dossier.

## 2. SUJETS ET BUDGET DE PARTICIPATION

### *Énergir*<sup>14</sup>

[13] Énergir appuie la demande d'Intragaz et recommande son approbation par la Régie. Elle se déclare satisfaite de l'exactitude des calculs présentés par Intragaz et de la justesse des résultats ainsi obtenus. Elle note que le Projet a été réalisé sous le budget et selon l'échéancier prévus. Elle note également que les performances du Projet sont conformes à celles attendues.

[14] Énergir, sous réserve d'interventions par d'autres personnes intéressées, ne compte pas pour le moment déposer de demande de renseignements (DDR) ni de preuve ou d'argumentation dans la phase 3 du présent dossier. Elle demeure toutefois à la disposition de la Régie pour répondre à de potentielles questions de sa part, le cas échéant.

### *SÉ-AQLPA*<sup>15</sup>

[15] SÉ-AQLPA souhaite aborder le sujet des coûts réels moindres que prévu de conduites de collecte en raison d'économies diverses, du transfert budgétaire connexe et des coûts réels plus élevés que prévu pour la rubrique « Servitudes et aménagement ». Il soumet qu'il y a lieu qu'Intragaz précise davantage les raisons pour lesquelles elle constate des écarts de coûts relatifs à l'installation des conduites de raccordement et aux aménagements qui s'y rattachent. L'intervenant mentionne que ces postes budgétaires se rapportent à des actifs reconnus par la Régie comme « *correspond[ant] aux meilleures*

---

<sup>14</sup> Pièce [C-Énergir-0016](#).

<sup>15</sup> Pièces [C-SÉ-AQLPA-0024](#), [C-SÉ-AQLPA-0025](#) et [C-SÉ-AQLPA-0027](#).

*pratiques généralement reconnues pour assurer la sécurité des personnes et des biens, la protection de l'environnement »<sup>16</sup>.*

[16] L'intervenant, selon les renseignements qu'il obtiendra d'Intragaz, formulera une recommandation quant à l'approbation de ces écarts (aux fins du calcul du cavalier tarifaire) ou toute autre solution connexe.

[17] Dans sa réplique aux commentaires d'Intragaz, SÉ-AQLPA soumet que les conclusions qu'il recherche font suite à ses représentations soumises en phase 2 et en lien avec son intérêt environnemental. Il précise que ses représentations portaient sur les éléments du Projet dont il existe aujourd'hui des écarts de coûts aux fins du calcul du cavalier tarifaire.

[18] L'intervenant mentionne que la présente phase vise précisément à déterminer si les écarts entre le budget prévu et les résultats doivent ou non être reconnus aux fins du calcul du cavalier tarifaire.

[19] Enfin, SÉ-AQLPA mentionne le caractère modeste de son budget, car il a choisi de ne soumettre des représentations que sur un seul sujet. Il ajoute que les DDR sont incontournables, afin de clarifier la nature des écarts et du transfert budgétaire énoncés par Intragaz.

### ***Commentaires d'Intragaz<sup>17</sup>***

[20] Intragaz soumet que les enjeux soulevés par SÉ-AQLPA sont de nature technique et, qu'en phase 2, l'intervenant a soumis des représentations en lien avec la conformité des conduites de collecte aux meilleures pratiques généralement reconnues pour assurer la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement. Intragaz ajoute que la phase 3 sert à examiner des questions de nature exclusivement tarifaire.

---

<sup>16</sup> Pièce [C-SÉ-AQLPA-0024](#), p. 1.

<sup>17</sup> Pièce [B-0086](#).

[21] De ce fait, Intragaz est d'avis que l'intervention annoncée par SÉ-AQLPA est hors cadre de la phase 3. Elle est également d'avis que cette intervention ne respecte pas les conditions de l'article 16 du *Règlement sur la procédure de la Régie de l'énergie*<sup>18</sup> (le Règlement) quant à la nature de l'intérêt allégué par l'intervenant pour justifier sa participation à cette phase.

[22] Conséquemment, Intragaz demande à la Régie de rejeter l'intervention annoncée de SÉ-AQLPA. Si la Régie y donnait suite, Intragaz recommande de réduire de moitié le budget de participation de l'intervenant, afin de tenir compte de la portée très limitée de l'intervention annoncée.

## 2.1 OPINION DE LA RÉGIE

[23] La Régie a pris connaissance des lettres confirmant la participation d'Énergir et de SÉ-AQLPA à la phase 3 du dossier ainsi que du budget de participation de ce dernier. Elle a également pris connaissance des commentaires d'Intragaz et de la réplique de SÉ-AQLPA à ces commentaires.

[24] La Régie note qu'Énergir ne compte pas intervenir activement pour le moment, mais qu'elle se réserve le droit de le faire, au besoin.

[25] La Régie constate que SÉ-AQLPA souhaite intervenir sur l'analyse des écarts entre les coûts prévus et réels des conduites de collecte ainsi que sur le transfert budgétaire connexe et les écarts entre les coûts prévus et réels de la rubrique « Servitudes et aménagement ». **La Régie est d'avis qu'il s'agit d'un enjeu pertinent de la phase 3, car l'examen des écarts de coûts est directement lié au calcul du cavalier tarifaire.**

[26] La Régie prend note que la demande de SÉ-AQLPA fait suite à ses représentations environnementales dans le cadre de la phase 2. **Elle estime donc que cette demande est en lien avec l'intérêt de cet intervenant. Elle limite toutefois l'intervention de SÉ-AQLPA aux seuls sujets indiqués dans sa lettre du 5 juin 2020.**

---

<sup>18</sup> [RLRQ, c. R-6.01, r. 4.1.](#)



[27] La Régie considère que le budget de participation de SÉ-AQLPA comprend les heures qu'il entend consacrer à l'analyse de la preuve, à la préparation des DDR et à la rédaction de son mémoire. Elle estime qu'il s'agit d'un budget de participation raisonnable. Toutefois, elle déterminera le montant des frais octroyés en tenant compte des critères, dont celui de l'utilité, prévus au Règlement et dans le *Guide de paiement des frais 2020*<sup>19</sup>. Dans son évaluation des frais, elle tiendra également compte du fait que la présente phase est principalement de nature technique, sans enjeu juridique important.

[28] Quant à Énergir, la Régie note qu'elle n'entend pas déposer de demande de remboursement de frais pour sa participation à la phase 3.

### 3. CALENDRIER

[29] Bien qu'Intragaz, Énergir et SÉ-AQLPA soient d'avis qu'une audience n'est pas requise aux fins de la phase 3, notamment pour des raisons d'efficacité procédurale et de saine administration des ressources, la Régie estime qu'il est préférable d'en tenir une. Elle fixe en conséquence le calendrier comme suit :

Le 7 juillet 2020, 12 h	Date limite pour le dépôt des DDR à Intragaz
Le 15 juillet 2020, 12 h	Date limite pour le dépôt des réponses d'Intragaz aux DDR
Le 22 juillet 2020, 12 h	Date limite pour le dépôt de la preuve des intervenants et des commentaires écrits des personnes intéressées
Le 29 juillet 2020, 12 h	Date limite pour le dépôt des DDR aux intervenants
Le 5 août 2020, 12 h	Date limite pour le dépôt des réponses des intervenants aux DDR
Le 11 août 2020	Audience

[30] **Pour ces motifs,**

<sup>19</sup> [Guide de paiement des frais 2020](#).

**La Régie de l'énergie :**

**FIXE** l'échéancier de la phase 3 tel que prévu à la section 3 de la présente décision.

Marc Turgeon  
Régisseur

Lise Duquette  
Régisseur

Nicolas Roy  
Régisseur